

Climat : repenser l'organisation politique mondiale

28 décembre 2009 / Jean Matouk

Pour faire face au changement climatique, il faudra redéfinir les formes de la décision politique internationale.

Une nouvelle géographie politique pour l'environnement

Dans un article récent (*Le Monde* du 22 décembre) Michel Serres compare la réunion de Copenhague au « *duel à coup de gourdins* » de Goya, dans lequel les deux hommes qui se battent à coup de bâtons, s'enfoncent en même temps dans les sables mouvants. Pour lui, dans le débat de Copenhague, qu'il ramène à un dialogue entre deux protagonistes, manquait un partenaire qu'il appelle la « *Biogée* », ou encore notre écosystème.

L'analyse est élégante ; le « *polylogue* » à 168 pays, s'est résumé finalement à un « *dialogue* » contradictoire entre les Etats-Unis et la Chine, ls deux plus gros pollueurs. A l'idéal, c'est vrai, il aurait fallu, entre ces duopoleurs, un tiers arbitre , faisant primer l'avenir de notre « *Terre patrie* » sur les nécessités immédiates de la politique et de l'économie. La société civile abondamment représentée à Copenhague, incarnait un tel

tiers-arbitre, appuyé sur les conclusions du GIEC, mais sans l'onction du suffrage des divers pays.

Le seul vrai résultat positif de ce sommet est que les conclusions scientifiques sont désormais géo-politiquement validées. Mais l'absence de tout objectif contraignant rend ce verdict sans effet.

Comment donc se passer de ce tiers-arbitre, de cette « *Biogée* » qui , au demeurant, ne sera jamais investie d'aucun pouvoir réel ? Une autre partie de l'article de Michel Serres, suggère une piste. Selon lui, la crise financière « *n'est que le révélateur de ruptures autrement plus profondes* » au sein desquelles il met en premier lieu la disparition des majorités paysannes. Cette disparition, c'est, à son sens, la fin d'une ère qui a commencé avec le néolithique, donc il y a environ 10.000 ans. On peut, en effet, considérer que le monde, est entré, avec l'apparition de l'agriculture (et différemment, de l'horticulture) dans une nouvelle « *ère* » sociale. Je l'ai dénommée, par ailleurs (1) « *ère politique* », parce que ces apparitions ont permis un développement plus rapide du produit agricole, donc facilité de vastes regroupements humains , qui ont eux-mêmes exigé de nouveaux rapports sociaux.

Jusqu'à cette époque les rapports familiaux ou tribaux « *fonctionnaient* » (2) aussi comme rapports politiques , économiques, idéologiques. Après le néolithique, les rapports « *politiques* » se sont en quelque sorte autonomisés par rapports à ces rapports familiaux initiaux. Leur évolution, avec une autre autonomisation des rapports économiques à l'ère moderne (3), a conduit, en passant par Royaumes, Cités esclavagistes, Etats féodaux aux Etats-nations modernes, où s'est installée la démocratie. Celle-ci est évidemment un vrai progrès pour l'humanité ; elle reste un objectif dans nombre de pays. Mais cette démocratie propre à chaque Etat montre ses limites dans le combat mondial qu'impose aujourd'hui la contrainte écologique. Les représentants de chaque Etat sont évidemment soumis en priorité à leurs électeurs, et fondés à n'accepter que ce que ces électeurs accepteraient.

Pour parvenir à un accord écologique mondial, entrer dans une ère où les hommes se

soumettent collectivement au verdict de la science, et s'accordent pour sauver ensemble la Terre (4), il faut donc prolonger l'évolution politique du monde dans deux directions.

Il faut d'abord que les Etats-nations petits et moyens acceptent de se regrouper en « *continents* » ou « *unions* », du même type que l'Union européenne, au sein desquels ils abandonnent, au moins une part de leurs souverainetés nationales à des institutions « *fédérales* » : Amérique du nord, Amérique du sud, Afrique, Chine, Asie orientale, Inde et sous-continent, Union européenne, Europe « russe » (?). Une sorte de concentration du G20, un G8 « *densifié* ». C'est fort des décisions prises dans ces institutions fédérales - à condition que chacun des chefs de petits ou moyens Etats ne transforme pas de tels sommets en scène médiatique- qu'à six ou sept, un accord sur telle contrainte particulière deviendrait évidemment plus plausible.

Mais il faut surtout aussi admettre la réalité d'un vrai quatrième pouvoir, le pouvoir d'information scientifique, une sorte de parlement mondial du savoir. Le GIEC le préfigure mais reste trop vaste pour le constituer. Dans tous les domaines concernant la terre dans son ensemble, ce Parlement scientifique fixerait clairement les responsabilités des « *politiques* » .

On entrerait, en quelque sorte, dans une quatrième ère sociale, une ère dans laquelle la composante scientifique de l'idéologie au sens large, s'autonomiserait vis-à-vis des rapports économiques et politiques. Une ère qui, elle-même, exigerait les regroupements politiques nouveaux des Etats-nations évoqués plus haut.

Y sera-t-on déjà parvenu à Mexico ? Probablement pas encore ! Mais, selon la maxime de Lao Tseu « *le chemin de mille lieux commence par un pas* » . Et plusieurs pas sont déjà franchis !

.....

Notes

(1) *L'humanité à la croisée des chemins* (Pharos-Laffont, 2006), disponible gratuitement

par internet sur demande (jean.matouk@wanadoo.fr).

(2) C'est la vision de l'anthropologue Maurice Godelier, dans ses divers livres.

(3) *La Grande transformation*, de Karl Polanyi (Gallimard).

(4) Dans une lutte contre eux-mêmes, et leurs besoins infinis de croissance qui s'apparente au vrai sens du « djihad » musulman, un combat contre soi-même.

Source : Courriel à *Reporterre*.

Lire aussi : *L'Europe a démissionné à Copenhague* <http://www.reporterre.net//spip.php...>

- Emplacement : Accueil > Tribune >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Climat-repenser-l-organisation>